

V. L'avenir



Quelles issues possibles ? La lutte contre Daech doit-elle avoir la priorité ? Le régime syrien est-il un moindre mal ?

Alors que la ligne de la France était jusqu'à maintenant ni Assad ni Daech, après les attentats de Paris, le président Hollande a paru donner la priorité à l'éradication de Daech sur l'éviction d'Assad. Une grande partie du débat en France porte sur cette question de priorité. Mais peut-on raisonnablement séparer les deux objectifs ? Certainement pas et ce pour au moins trois raisons :

1. Il y a eu, depuis le début, une complicité objective entre le régime d'Assad et Daech. Non seulement parce que les jihadistes libérés en mai 2011 par Assad sont allés, directement ou non, grossir les rangs de Daech. Mais aussi parce que le régime a toujours préféré bombarder les populations civiles ou les autres groupes rebelles que Daech et que, à quelques exceptions près (prise de la base de Tabqa notamment), ce dernier s'attaque plus volontiers aux autres groupes rebelles qu'à l'armée du régime.
2. La poursuite des bombardements des populations civiles par le régime, aidé à présent par l'aviation russe, a un effet d'aimantation des candidats au jihad qui vont prioritairement rejoindre les rangs de Daech. Obtenir le départ d'Assad et l'arrêt des bombardements des populations civiles est le meilleur moyen de limiter le pouvoir d'attraction de Daech.
3. Ce n'est qu'en instaurant une véritable transition politique à Damas (c'est-à-dire sans Bachar Al-Assad) que l'on pourra obtenir, sous certaines conditions, que l'opposition armée se joigne à l'armée du régime pour constituer les forces au sol indispensables à l'éradication de Daech.

diary.thesyriacampaign.org – 5 reasons we can't beat Isis while Assad is in power
liberation.fr – Bachar al-Assad moindre mal contre Daech : chiche !

L'après-Alep

Le martyre de la population désarmée en Syrie a été symbolisé par le sort réservé à la ville d'Alep. Rappelons qu'Alep était libérée par les forces révolutionnaires de l'emprise de l'État islamique depuis janvier 2014 ! Or sous couvert de « lutte contre le terrorisme », Alep a été assiégée depuis juillet 2016, et été sous les bombardements intensifs du régime syrien et de la Russie, alors que combattaient au sol, pour le compte d'Assad, milices irakiennes, afghanes et gardiens de la révolution iraniens. Alep-Est est tombée en décembre 2016.

Plus aucun hôpital ne fonctionne car tous ont été bombardés, les casques blancs (sauveteurs civils) ont eux aussi été bombardés, les victimes civiles, dont de nombreux enfants, sont chaque jour plus [nombreuses](#). Les convois humanitaires eux-mêmes ont été ciblés (voir le [rapport de l'ONU](#)). Les conséquences de ces bombardements sont documentées [ici](#). Il est par ailleurs à craindre que la reprise des quartiers d'Alep-Est s'accompagne de nombreuses arrestations et, malheureusement, de nombreuses disparitions, le régime et ses soutiens étant dans une logique de [vengeance](#) contre ceux qui leur ont si longtemps résisté.

Bassem Khalifé, un habitant du quartier de Bustan Al-Qasr, dans l'est d'Alep a confié : [« À chaque fois qu'on sort, on fait nos adieux au reste de la famille »](#).

La chute d'Alep et l'inaction de la communauté internationale font de cette bataille un tournant. D'abord pour l'opposition : outre les pertes humaines et territoriales, le nouveau rapport de forces lui est très défavorable. La dynamique révolutionnaire se reconfigure, dans des conditions très difficiles.

Ensuite, c'est une victoire militaire pour Assad et ses alliés. Mais cela confirme surtout, après Homs deux ans plus tôt, que le régime syrien n'est capable de reprendre que des territoires vidés de leur population.

Enfin, Daech est également vainqueur. Devant le Conseil de sécurité de l'ONU le 21 novembre 2016, le secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires humanitaires, Stephen O'Brien, déclarait : *« En tant qu'être humain, je suis bientôt à court de mots »* (lire sa déclaration [ici](#)). Au-delà du drame humanitaire, la question de l'impuissance de l'ONU

et de son incapacité à rétablir la paix et la sécurité, se pose. Cantonnée à la condamnation de crimes de guerre, elle n'a engagé aucune action pour mettre fin au massacre. Ce qui peut dès lors apparaître comme une complicité passive des puissances face à la mise à mort d'1/4 de millions de personnes, risque en outre de nourrir le terrorisme, en étant repris dans le discours d'injustice déjà mobilisé par Daech. Symboliquement, l'organisation a d'ailleurs, alors que tous les efforts étaient concentrés sur le bombardement d'une ville où elle n'était pas présente, repris l'initiative à Palmyre.